

Extrême droite — Reportage

À Mâcon, Marine Le Pen et Jordan Bardella tentent d'accorder leurs violons sur l'économie avant 2027

Lors du meeting du 1er-Mai, les deux potentiels candidats à la présidentielle ont tâché de faire la synthèse entre l'opération séduction menée par Jordan Bardella auprès du patronat et la fibre sociale incarnée historiquement par Marine Le Pen. Une clarification pressante avant 2027.

Alexandre Berteau

1 mai 2026 à 19h57

Mâcon (Saône-et-Loire). – De l'aveu même de Marine Le Pen, ce meeting du 1^{er}-Mai à Mâcon devait permettre de parer aux « *sottises* » qu'elle dit observer ces derniers temps « *sur les plateaux et en ouvrant les journaux* » concernant la « *philosophie économique* » du Rassemblement national (RN). En clair, il s'agissait, pour la triple candidate à la présidentielle, de tenter de prouver qu'il n'y aurait pas une feuille de papier à cigarette entre la ligne étatiste et souverainiste qu'elle incarne, et le tournant libéral que cherche à faire prendre son dauphin, Jordan Bardella.

Ce meeting était aussi le dernier de la cheffe de file du RN à l'Assemblée nationale avant le 7 juillet, date de la décision de la cour d'appel de Paris dans l'affaire des assistant-es parlementaires européen-nes, qui pourrait l'empêcher de se présenter à l'élection présidentielle de 2027 – et inversement permettre au président du parti d'extrême droite d'être candidat à sa place.

Si l'état-major du RN planche déjà sur le programme, rien ne sera figé avant cette échéance fatidique du 7 juillet. « *Ni l'un ni l'autre n'avons envie d'être coincé par un projet* », a concédé Marine Le Pen juste avant son discours, semblant oublier que ses lieutenant-es martèlent officiellement depuis des mois que les deux figures du parti seraient interchangeable en cas d'empêchement de la première.



Marine Le Pen et Jordan Bardella en meeting à Mâcon, le 1er mai 2026. © Photo Albin Bonnard / Hans Lucas via AFP

Il y a quelques jours encore, le duo peinait à accorder ses violons au sujet des bénéfices mirifiques générés par TotalEnergies à la faveur de la guerre en Iran. Interviewé par BFMTV le 29 avril, Jordan Bardella n'a pas fermé la porte à une taxation de ces superprofits, avant de s'empresse de préciser qu'il ne voyait pas de « *priorité* » dans le fait « *d'inventer des taxes et des impôts* » dans « *un pays qui a 46 % de prélèvements obligatoires* ». Une sortie censée, encore une fois, rassurer les milieux économiques que le président du RN n'en finit plus de séduire – il a été reçu le 20 avril par les dirigeants du Medef pour un déjeuner à Paris, une première pour l'organisation patronale.

Seulement quelques minutes plus tôt avant cette intervention sur BFMTV, Marine Le Pen avait pourtant rappelé sur le réseau social X que son parti plaide « *depuis des années* » pour une taxation exceptionnelle de ce qu'elle appelle les « *surprofits* »...

Charge contre « l'assistantat »

Devant environ 5 000 sympathisant-es réuni-es vendredi dans une salle chauffée à bloc au chant des « *sirènes du port d'Alexandrie* » de Claude François et des « *sunlights des tropiques* » de Gilbert Montagné, le tandem s'est donc attelé à essayer de gommer leurs différences. Dans un exercice de contorsion rondement mené, Marine Le Pen a défendu l'idée « *d'une position éminemment équilibrée* » entre « *l'interdit socialiste et le laisser-faire de*

l'ultralibéralisme ». Une « *voie médiane qui n'est ni le tout-marché ni le tout-État* », a-t-elle résumé sur scène.

En ce 1^{er}-Mai, fête des travailleurs et des travailleuses que certains maires RN attaquent localement, la triple candidate à la présidentielle est venue rendre « *hommage* » à « *ceux qui travaillent* », « *ceux qui se lèvent tôt comme ceux qui veillent la nuit* », « *ceux qui produisent* », « *ceux qui soignent comme ceux qui protègent* ». Déplorant la « *souffrance des travailleurs pauvres* » à l'heure de « *l'ubérisation généralisée des emplois* », elle a rappelé l'importance des « *conquêtes sociales* » arrachées de haute lutte, telles que « *la Sécurité sociale* ».

Mais Marine Le Pen a aussi promis en creux que son parti pourra, s'il arrive au pouvoir en 2027, défendre à la fois les intérêts des ouvriers, des ouvrières et des employé-es, comme ceux des chef-fes d'entreprise, qu'il s'agisse de PME ou de groupes du CAC 40. Après cette tirade sociale, l'héritière de Jean-Marie Le Pen a toutefois tenu à rassurer ses troupes : elle n'a rien « *d'une socialiste qui ne s'avouerait pas* », ni « *d'une marxiste* » refoulée.

Pour le prouver, la cheffe de file des député-es RN a dénoncé le supposé « *assistanat endémique, entretenu et encouragé* » par les gouvernements successifs. « *Au boulot !* », a alors soudainement crié une femme dans le public. Le 29 octobre, face aux journalistes de l'Association des journalistes parlementaires, Marine Le Pen assurait pourtant que le terme « *assistanat* » n'était pas « *un mot de [s]on programme ou de [s]on vocabulaire* ». « *Je ne veux pas nourrir l'idée qui est développée par un certain nombre de politiques en France consistant à dire que le chômage serait de la faute de ceux qui ne veulent pas travailler* », expliquait-elle alors.

« *Pourquoi devrions-nous choisir entre le patron et l'ouvrier ?* »

Marine Le Pen

Sur scène, Marine Le Pen a voulu parler aux chef-fes d'entreprise en fustigeant le « *bidonville normatif* » dans lequel ils et elles vivraient, mais aussi en promettant de

« *ne jamais reprocher l'aisance ou le patrimoine [que quiconque] aura légitimement acquis* ». Le 7 avril, comme l'a révélé *Le Nouvel Obs*, la députée a décroché un dîner avec la fine fleur des patrons du CAC 40, parmi lesquels l'homme le plus riche de France, Bernard Arnault.

« *Pourquoi devrions-nous choisir entre le patron et l'ouvrier, entre le fonctionnaire et le salarié du privé, entre l'étudiant, l'actif et le retraité ?* », a-t-elle résumé, très loin de l'adage selon lequel « *diriger c'est décider* ». Cette tentative de synthèse a eu le mérite de permettre à Jordan Bardella de dérouler son discours pro-entreprise désormais appris par cœur, sans vouloir oublier « *cette France du travail* ». Sur scène, lui aussi a tenu à promettre de défendre les « *travailleurs courageux* » autant que les « *entrepreneurs audacieux* ».

« *Nous libérerons les entreprises des normes excessives et des lourdeurs administratives* », a également affirmé le président du RN. Avant de garantir « *la paix fiscale* » aux travailleurs et travailleuses, comme au patronat – et ce, après deux mandats d'Emmanuel Macron marqués par des aides inédites aux entreprises.

Si Marine Le Pen et Jordan Bardella ont tous deux chanté une ode au travail et aux conquêtes sociales, les éléments de langage n'avaient pas été passés à certains nouveaux maires RN. À Liévin (Pas-de-Calais), l'édile nouvellement élu a ainsi annulé la cérémonie du 1^{er}-Mai lors de laquelle les syndicats sont traditionnellement reçus à l'hôtel de ville. Et à Carcassonne (Aude), Christophe Barthès a décidé de priver de leurs locaux municipaux plusieurs syndicats ayant manifesté contre l'arrivée de l'extrême droite dans leur ville quelques jours plus tôt.

« *Ce que nous avons commencé [à l'échelon municipal], nous sommes prêt à le faire au plus haut niveau de l'État* », a toutefois promis Louis Aliot, vice-président du RN et maire de Perpignan (Pyrénées-Orientales), lors du meeting à Mâcon.

Alexandre Berteau